

Les enseignants d'arabe reviennent à la charge

La situation des enseignants de la langue arabe et de la culture marocaine en fonction à l'étranger est mise à mal. Que ce soit en Italie, en Espagne ou en France, des voix s'élèvent à l'unisson pour dénoncer leur marginalisation. La régularisation de leur situation s'impose. Face à la politique de la sourde oreille adoptée à leur rencontre par la Fondation Hassan II, ils n'ont de cesse de multiplier leurs revendications.

Un grand coup de gueule que celui poussé par les enseignants de la langue arabe et de la culture marocaine en Italie (l'Emilie-Romagne). Dans une lettre adressée au ministre délégué chargé de la Communauté marocaine résidant à l'étranger, ils l'appellent à la rescousse et lui font état de la détérioration de leur situation.

La Fondation Hassan II est ainsi pointée du doigt. Ils la chargent de tous les maux. En effet, les enseignants reprochent, entre autres, à cette Fondation son peu d'empressement à s'acquitter du paiement des salaires encore dus, à mettre à jour ceux-ci pour les rendre conformes aux échelons et grades. Bon nombre d'entre eux continuent à percevoir des salaires correspondant à l'échelle 10 de la Fonction publique alors qu'ils relèvent plutôt de l'échelle 11. Cette absence de régularisation impacte sérieusement leurs budgets et ils ne peuvent de ce fait prétendre à un quelconque logement. Ils rappellent à cette occasion qu'ils ne bénéficient toujours pas de l'augmentation de 600 DH, octroyée aux fonctionnaires. Les protestataires évoquent par ailleurs le problème de leurs salaires qui sont indexés sur le taux de change et suivent de ce fait les aléas du marché monétaire. Ils proposent qu'ils soient émis en dirhams.

Pire encore, les enseignants déplorent le fait que les cotisations à la CMR, retenues de leurs salaires ne soient pas versées par la Fondation à ladite caisse. Le même sort frappe les prélèvements au titre de la couverture médicale non réglés à la Mutuelle générale. Quant aux allocations familiales, ils n'en voient pas la couleur.

Un clin d'œil a été lancé également au cas de certains enseignants qui peinent à régulariser leur situation par l'obtention de cartes de séjour.

Protestations similaires sous d'autres cieux. Décidément tous les moyens sont bons pour manifester sa grogne. Dans un communiqué des enseignants de la langue arabe et de la culture d'origine en Espagne, ces derniers apportent leur soutien à leurs collègues, exerçant en France et qui devaient organiser un sit-in, le 14 courant, devant l'ambassade du Maroc en France. Ils sont déterminés à lutter, avec tous les moyens légaux, pour améliorer leurs conditions de travail, jugées de plus en plus difficiles dans les pays d'accueil.

NEZHA MOUNIR